

## Afrique du Sud/Législatives du 8 mai Victoire en vue pour l'ANC

### L'Afrique en bref

AFP

Pretoria/Afrique du Sud

*S'il était confirmé, ce résultat marquerait toutefois un net recul du parti historique de Nelson Mandela, qui avait recueilli 62,15% des voix voilà cinq ans.*

LE Congrès national africain (ANC), au pouvoir depuis 1994 en Afrique du Sud, semblait hier assuré de remporter les élections législatives mais avec un score en net recul qui va compliquer la tâche du président Cyril Ramaphosa pour réformer le pays.

Après dépouillement de la moitié des 23 000 bureaux de vote du pays, l'ANC était crédité de 56,98% des suffrages et devrait donc conserver sa majorité absolue à l'Assemblée, synonyme de nouveau mandat à la tête de l'Etat pour M. Ramaphosa.

S'il se confirme, ce résultat constituerait cependant la plus mauvaise performance du parti de feu Nelson Mandela à des élections législatives. En 2014, il avait recueilli 62,15% des voix.

"L'ANC est en route vers un solide succès compte tenu de ses mauvais résultats en matière de gouvernance", a résumé l'analyste Daniel Silke, "son recul prive toutefois le parti de toute marge de sécurité et le contraint à réussir, faute de quoi il risque gros lors des élections de 2024".

Derrière la formation du président, l'Alliance démocratique (DA), principal parti d'opposition, pointe en deuxième position avec 22,6% des voix, à peine



Photo : AFP

Au terme du dépouillement des bulletins de la moitié des bureaux de vote, l'ANC fait certes la course en tête, mais son déclin se confirme.

plus qu'il y a cinq ans (22,23%), selon les résultats partiels.

La troisième marche du podium revient aux Combattants pour la liberté économique (EFF) du bouillonnant Julius Malema. En forte progression par rapport aux 6,35% réunis en 2014, le parti de la gauche radicale totaliserait cette fois 9,63%.

"Nous sommes satisfaits de notre position puisque nous sommes nettement au-dessus de nos résultats de 2014", s'est réjoui à l'AFP un des responsables du parti, Dali Mpopu.

Inférieure à 66%, la participation à ces élections s'annonce par ailleurs en nette baisse par rapport au scrutin de 2014 (73,48%).

**DECLIN.** Vainqueur de tous les scrutins post-apartheid dont le premier fut l'élection de Nelson Man-

delà en 1994, l'ANC a vu sa popularité plonger sous le règne émaillé de scandales de son prédécesseur Jacob Zuma (2009-2018).

Aux élections locales de 2016, l'ANC avait même touché le fond en n'obtenant que 54% des voix au niveau national.

Malgré sa popularité, Cyril Ramaphosa n'a, au mieux, réussi qu'à limiter la casse pour son parti.

Le chef de l'Etat s'était pourtant montré très sûr de lui en votant mercredi. "Les résultats du scrutin constitueront un encouragement important aux investisseurs", avait-il lancé.

Depuis qu'il a poussé Jacob Zuma vers une retraite anticipée début 2018, Cyril Ramaphosa a reconnu les "erreurs" commises par son parti et promis d'éradiquer la corruption et de relancer l'économie.

Un an plus tard, l'ancien

syndicaliste reconverti avec succès dans les affaires tarde à tenir ses promesses.

Tout au long de sa campagne électorale, il a été confronté à la déception, l'impatience, voire la colère d'une part croissante de la population, qui s'estime oubliée de la nation "arc-en-ciel" rêvée par Nelson Mandela.

"Nous leur avons donné vingt-cinq ans (de pouvoir) mais les pauvres sont toujours plus pauvres et les riches encore plus riches", a résumé mercredi Anmareth Preece, institutrice de 28 ans, électrice à Coligny (nord-ouest).

"Il nous faut un gouvernement qui gouverne pour le peuple, pas pour lui-même", a-t-elle ajouté.

**CHANGEMENT.** Le bilan d'un quart de siècle de gouvernement ANC laisse sé-

rieusement à désirer. Le chômage a atteint des proportions endémiques (27%), la corruption a gagné le plus haut sommet de l'Etat et les inégalités sociales se creusent.

Avant le scrutin, l'opposition a lourdement insisté sur ces échecs et appelé le pays à sanctionner l'ANC.

"Changeons les choses", a lancé mercredi le chef de file de la DA, Mmusi Maimane, 38 ans.

"Si vous avez besoin de changement, les EFF sont la solution", a renchéri leur leader Julius Malema, 38 ans lui aussi.

Certains électeurs traditionnels les ont déjà rejoints.

"L'ANC a cru que nous ne le lâcherions pas, une certaine forme d'arrogance les a gagnés", a critiqué Mandla Booi, un ouvrier de 45 ans de Port-Elizabeth (sud). "Moi, j'ai préféré partir et j'ai pris ma carte de membre des EFF."

Une fois la victoire de l'ANC confirmée, Cyril Ramaphosa devrait être réélu par les députés et être investi pour un nouveau mandat de cinq ans dès le 25 mai.

Avec une performance électorale médiocre, la plupart des observateurs lui prédisent des difficultés à faire passer ses réformes, les partisans de l'ex-président Zuma disposant toujours d'une forte capacité de nuisance au sein de l'ANC.

"Il va devoir convaincre (...) les factions les plus extrêmes de son parti", a résumé à l'AFP Daniel Silke, "ses principales difficultés viendront de son parti".

#### Libye/Attaque. Deux morts dans le sud

Deux civils ont été tués hier dans une attaque revendiquée par le groupe Etat islamique (EI) contre une ville du sud de la Libye, tenue par les forces loyales au maréchal Khalifa Haftar, ont rapporté des sources officielles et de sécurité.

#### Nigeria/Politique. Les autorités amputent les pouvoirs de l'influent émir de Kano

Les autorités locales ont annoncé hier la division en cinq de l'émirat de Kano, dans le Nord du Nigeria, amputant ainsi les pouvoirs de l'influent émir actuel, un adversaire des musulmans conservateurs dans cette zone, épice de l'insurrection jihadiste de Boko Haram.

#### RD Congo/Politique. La mise en garde de l'ex-chef des renseignements

L'ex-chef de la redoutable Agence nationale de renseignements (ANR), Kalev Mutond, a mis en garde hier, à travers un communiqué, les anciens collaborateurs de l'ex-président Joseph Kabila contre la "traîtrise".

### A travers le monde

#### Etats-Unis-Chine/Diplomatie. Des menaces avant les négociations

Les Etats-Unis et la Chine se sont retrouvés hier à Washington pour des négociations commerciales à l'issue des plus incertaines, les deux puissances se menaçant mutuellement de nouvelles mesures protectionnistes.

#### Iran/Nucléaire. L'UE rejette l'ultimatum de Téhéran

Les Européens ont rejeté hier l'"ultimatum" de Téhéran sur son programme nucléaire, tout en réaffirmant leur espoir de sauver l'accord international de 2015 et d'éviter que les pressions des Etats-Unis de Donald Trump ne provoquent une "escalade" sans retour.

#### Turquie/Politique. La promesse du maire déchu d'Istanbul



Photo : AFP

Il promet une "révolution" dans les urnes : après l'annulation controversée du premier scrutin, le maire déchu d'Istanbul, Ekrem Imamoglu, voit les prochaines élections municipales comme un "combat pour la démocratie".

## Burkina Faso/Devant les attaques répétées de jihadistes Le président kaboré limoge cinq gouverneurs

AFP

Ouagadougou/Burkina Faso

LE président burkinabè Roch Marc Christian Kaboré a limogé les gouverneurs des régions en proie à des attaques jihadistes, selon un compte-rendu du Conseil des ministres publié hier.

Le compte-rendu du conseil hebdomadaire des ministres qui s'est tenu mercredi soir fait état de la nomination de nouveaux gouverneurs dans cinq régions (sur 13), dont quatre dans le nord, l'est, le sahel et le centre-nord, des régions en proie à des attaques jihadistes. Les nouveaux gouverneurs sont pour la plupart des administrateurs civils ou des officiers, comme leurs prédécesseurs.

Selon le communiqué qui ne fait aucun commentaire sur ces remplacements, le lieutenant-colonel Saïdou Sanou gouverne désormais la région de l'Est, tandis que le colonel-major Salfo Kaboré est porté à la tête de la région du Sahel. Les administrateurs civils Casimir Séguéda et Justin Somé dirigent respectivement les régions du Centre-Nord et du Nord.

Pays sahélien pauvre, le Burkina Faso fait face depuis plusieurs mois à une explosion des violences attribuées à des groupes jihadistes, que les forces de l'ordre semblent impuissantes à enrayer, bien qu'elles assurent régulièrement procéder à des opérations contre ces groupes. Dans les régions de l'est et centre est, un couvre-feu est en cours depuis mars et une opération y a été menée pour déloger les

groupes armés "terroristes".

Confronté à une multiplication sans précédent des attaques jihadistes, le Burkina Faso a procédé, début février, à une vaste réorganisation à la tête de son armée en nommant une série de nouveaux chefs.

Attribuées principalement aux groupes Ansaroul Islam et Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM), les attaques ont fait plus de 350 morts depuis qu'elles ont débuté en 2015, quelques mois après la chute du régime de Blaise Compaoré.

La majorité des attaques ont eu lieu dans le nord du Burkina, frontalier du Mali, mais elles se sont aussi étendues depuis l'an dernier à l'est et à l'ouest.

La capitale Ouagadougou a été frappée à trois reprises depuis 2016, avec un bilan total de près de 60 morts.

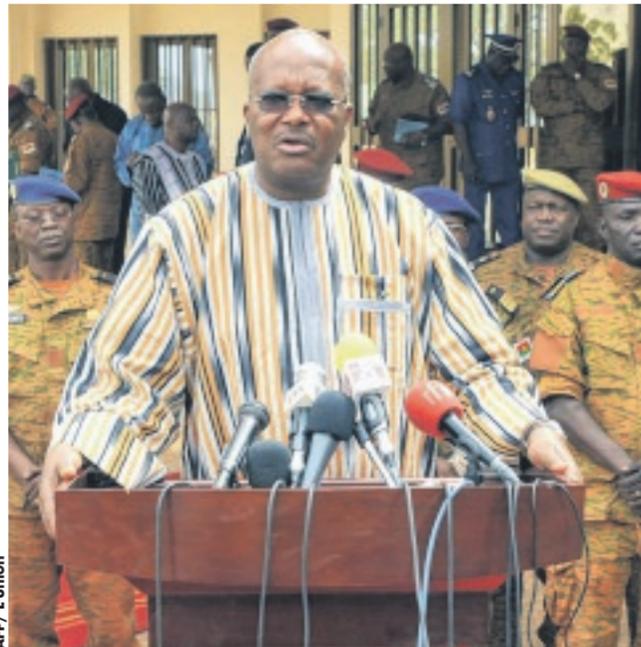


Photo : AFP/L'Union

Tirant les leçons des attaques jihadistes à répétition, le président Roch Marc Christian Kaboré a décidé de remplacer les gouverneurs en poste dans les régions en proie à ces incursions.

La dernière attaque, en mars 2018, avait dévasté

l'état-major général des armées, en plein centre-ville.